

Audience publique du 4 août 2010

Recours formé par
la société X
contre un bulletin de cotisation émis par la Chambre de Commerce du Grand-Duché de
Luxembourg
en matière de cotisations professionnelles

JUGEMENT

Vu la requête inscrite sous le numéro 26154 du rôle et déposée le 5 octobre 2009 au greffe du tribunal administratif par Maître Katia Panichi, avocat à la Cour, assistée de Maître Mariya Gadzhalova, avocat, toutes les deux inscrites au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de la société X, immatriculée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro .., tendant à l'annulation d'un bulletin de cotisation émis par la Chambre de Commerce en date du .. portant sur la cotisation à payer pour l'année de perception 2009 ;

Vu l'exploit de l'huissier de justice suppléant Josiane Gloden, agissant en remplacement de l'huissier de justice Jean-Claude Steffen, tous les deux demeurant à Esch-sur-Alzette, du 23 octobre 2009, portant signification de ce recours à la Chambre de Commerce du Grand-Duché de Luxembourg, établie à L-1615 Luxembourg, 7, rue Alcide de Gasperi ;

Vu le mémoire en réponse déposé au greffe du tribunal administratif le 22 janvier 2010 par Maître Patrick Kinsch, avocat à la Cour, inscrit au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, pour compte de la Chambre de Commerce du Grand-Duché de Luxembourg, ledit mémoire en réponse ayant été notifié le même jour par acte d'avocat à avocat au mandataire de la partie demanderesse ;

Vu le mémoire en réplique déposé au greffe du tribunal administratif le 22 février 2010 par Maître Katia Panichi, assistée de Maître Mariya Gadzhalova, pour compte de la société X, ledit mémoire en réplique ayant été notifié le même jour par acte d'avocat à avocat au mandataire de la Chambre de Commerce ;

Vu le mémoire en duplique déposé au greffe du tribunal administratif le 22 mars 2010 par Maître Patrick Kinsch pour compte de la Chambre de Commerce du Grand-Duché de Luxembourg, ledit mémoire en duplique ayant été notifié le même jour par acte d'avocat à avocat au mandataire de la partie demanderesse ;

Vu les pièces versées en cause et notamment le bulletin attaqué ;

Le juge-rapporteur entendu en son rapport et Maître Mariya Gadzhalova, ainsi que Maître Patrick Kinsch en leurs plaidoiries respectives.

En date du ..., la Chambre de Commerce du Grand-Duché de Luxembourg, ci-après dénommée la « Chambre de Commerce », émit à l'égard de la société X, un bulletin de cotisation portant sur l'année de perception 2009.

Par requête déposée au greffe du tribunal administratif le 5 octobre 2009, la société X a fait introduire un recours tendant à l'annulation du bulletin de cotisation précité du .. portant sur l'année de perception 2009, en ce que celui-ci matérialiserait une décision d'affiliation de la société X à la Chambre de Commerce et contient la fixation de la cotisation pour l'année en question.

A défaut de l'existence d'un recours au fond en matière de décisions prises par une chambre professionnelle et portant tant sur l'affiliation de ses membres que sur les cotisations qui lui sont dues de la part de ceux-ci, seul un recours en annulation a pu être dirigé contre le bulletin litigieux.

Dans son mémoire en duplique, la Chambre de Commerce conclut à l'irrecevabilité du recours en ce qu'il serait dirigé contre une décision fixant la cotisation pour l'année 2007.

Il échet toutefois de constater à la lecture de la requête introductive d'instance que le recours sous examen est dirigé contre le bulletin du .. en ce qu'il a fixé la cotisation à verser à la Chambre de Commerce par la demanderesse au titre de l'année de perception 2009.

Comme, conformément à l'article 1^{er} de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives, l'objet de la demande doit être déterminé par la requête introductive d'instance, le fait par la partie demanderesse de vouloir également critiquer par le présent recours les cotisations fixées ou rappelées au titre de l'année 2007 ne saurait élargir l'objet du recours tel qu'initialement fixé par la requête introductive d'instance. Le tribunal est partant amené à constater que l'objet du recours vise exclusivement l'année de cotisation 2009, à l'exclusion des cotisations qui ont pu être fixées ou rappelées au titre de l'année 2007. L'objet du présent litige ayant ainsi été délimité, les moyens d'irrecevabilité soulevés par la partie défenderesse dans son mémoire en duplique deviennent sans objet.

A défaut d'autres moyens d'irrecevabilité soulevés en cause, le recours en annulation est à déclarer recevable pour avoir été introduit dans les formes et délai prévus par la loi.

Il échet tout d'abord de constater que le présent recours vise le bulletin émis en date du .. en ce que celui-ci contiendrait une décision d'affilier la demanderesse à la Chambre de Commerce ainsi que la fixation du paiement de la cotisation afférente.

En considération de ce qu'à l'appui de leurs développements, les parties à l'instance ont fait état du règlement grand-ducal du 21 décembre 2007 relatif aux modalités d'affiliation à la Chambre de Commerce, au mode et à la procédure d'établissement du rôle des cotisations de la Chambre de Commerce et fixant la procédure de perception des cotisations de la Chambre de Commerce et au vu de ce que ledit règlement grand-ducal contient des dispositions non seulement quant à l'affiliation et aux modalités d'affiliation des

ressortissants de la Chambre de Commerce, mais également quant à l'assiette et au mode de calcul de la cotisation, à l'établissement du rôle des cotisations, au recouvrement et à l'envoi des bulletins ainsi qu'à la communication de certaines données fiscales à la Chambre de Commerce par l'administration des Contributions directes, le tribunal a soulevé au cours des plaidoiries la question de la légalité dudit règlement grand-ducal au vu de deux arrêts rendus par la Cour administrative en date du 15 juin 2010 (n^{os} 26723C et 26713C). Il échet en effet de constater que dans la mesure où la demanderesse conteste sa qualité de ressortissante de la Chambre de Commerce, elle critique le bulletin ayant fixé la cotisation pour l'année 2009 à son égard, en critiquant plus particulièrement et notamment l'un des éléments matériels se trouvant à la base de la fixation de ladite cotisation, à savoir son affiliation à la Chambre de Commerce, de sorte qu'en attaquant ledit bulletin de fixation de la cotisation litigieuse, la demanderesse tend par son recours à se voir décharger du paiement de la cotisation afférente. Ainsi, dans la mesure où le recours tend partant à l'annulation du bulletin sous examen, il y a lieu d'examiner au préalable la question de la légalité du règlement grand-ducal précité du 21 décembre 2007, sur lequel repose le bulletin sous examen. Au cours desdites plaidoiries, les mandataires des parties ont déclaré avoir connaissance desdites décisions juridictionnelles et ont marqué leur accord à ce que le moyen de la légalité ainsi soulevé par le tribunal et solutionné par les arrêts précités de la Cour administrative fasse partie intégrante des présents débats, en renonçant au dépôt de mémoires complémentaires pour prendre position sur cette question, possibilité qui leur a expressément été offerte par le tribunal. Il échet dans ce contexte de relever que le mandataire de la Chambre de Commerce a lui-même conclu à l'illégalité du bulletin actuellement sous examen, conformément aux deux arrêts précités de la Cour administrative.

Il échet encore de relever que le bulletin sous examen prend appui sur le règlement grand-ducal précité du 21 décembre 2007 tant en ce qui concerne la décision d'affiliation de la demanderesse à la Chambre de Commerce qu'en ce qui concerne la fixation de la cotisation afférente concernant l'année de perception 2009, étant relevé dans ce contexte que l'article 2 dudit règlement grand-ducal prévoit expressément la procédure suivant laquelle l'administration des Contributions directes communique certaines données fiscales à la Chambre de Commerce en vue du calcul des cotisations dues à la Chambre de Commerce, quelle que soit d'ailleurs l'année de cotisation, de sorte qu'une éventuelle illégalité du règlement grand-ducal en question aurait une incidence directe sur le bulletin en question. Or, suivant les arrêts précités de la Cour administrative du 15 juin 2010, le règlement grand-ducal précité du 21 décembre 2007 est illégal pour avoir été pris en violation de l'article 2 (1), alinéa 1^{er} de la loi du 12 juillet 1996 portant réforme du Conseil d'Etat, étant donné qu'il a été pris sur base de la procédure d'urgence y prévue, sans que celle-ci ne soit légalement justifiée.

Au vu de l'illégalité dudit règlement grand-ducal ainsi constatée, l'exception d'illégalité se trouve vérifiée en l'espèce, de sorte qu'au prescrit de l'article 95 de la Constitution, le tribunal est amené à devoir refuser l'application du règlement grand-ducal du 21 décembre 2007.

Cet état des choses a comme conséquence qu'au moment de l'établissement du bulletin de cotisation litigieux portant sur l'année 2009 émis par la Chambre de Commerce en date du .., et à défaut des règlements prévus par l'article 3, alinéas 2 et 3 de la loi modifiée du 4 avril 1924 portant création de chambres professionnelles à base élective (cf. arrêts précités de la Cour administrative du 15 juin 2010), cette loi restait sans vocation à s'appliquer et l'émission dudit bulletin ne disposait pas d'une base légale suffisante, le bulletin querellé étant partant en tout état de cause à considérer comme illégal, de sorte à encourir son

annulation, sans qu'il n'y ait lieu de prendre position par rapport aux autres moyens et arguments développés en cause.

Par ces motifs,

le tribunal administratif, deuxième chambre, statuant à l'égard de toutes les parties ;

reçoit le recours en annulation en la forme ;

au fond, le déclare justifié, partant annule le bulletin de cotisation émis par la Chambre de Commerce en date du .. au titre de l'année de cotisation 2009 ;

condamne la Chambre de Commerce aux frais.

Ainsi jugé par :

Carlo Schockweiler, premier vice-président,
Catherine Thomé, premier juge,
Anne Gosset, juge,

et lu à l'audience publique du 4 août 2010 par le premier vice-président, en présence du greffier Luc Rassel.

s. Luc Rassel

s. Carlo Schockweiler